



MEMOIRE DE STRATEGIE

LA PENSEE STRATEGIQUE ESPAGNOLE : HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



LCL LÓPEZ DEL POZO, FERNANDO

ARMÉE DE TERRE ESPAGNOLE

7^{ème} Promotion 1999 – 2000

FICHE

1. La pensée stratégique espagnole : hier, aujourd'hui et demain.
2. López del Pozo, Fernando, LCL, Armée de Terre espagnole.
3. 15-03-2000.
4. Division C.
5. Mémoire de stratégie.
6. L'Espagne est une vieille nation. Elle a une histoire aussi tourmentée que la France. Depuis le XV^e siècle, au moment où les Castellans tombent en masse, sans le vouloir, sur les chemins de l'Europe, l'Espagne a développé et suivi une pensée stratégique peu explicite. Le mémoire parcourt l'histoire ancienne et plus récente de l'Espagne tout en extrayant les pierres qui constituent le bâtiment de la pensée stratégique espagnole. Ces éléments nous permettent en outre d'entrevoir une évolution possible de cette pensée.
7. Espagne, stratégie, Europe, Amérique, Afrique, guerres civiles, Franco, Constitution, Directive de défense nationale.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	I-3
INTRODUCTION.....	I-4
I. HIER : ORIGINES DE LA PENSEE STRATEGIQUE ESPAGNOLE.....	I-7
I.1. LA PENSEE STRATEGIQUE D'UNE GRANDE PUISSANCE	I-7
I.2. LA PENSEE STRATEGIQUE D'UNE PUISSANCE MOYENNE	I-10
I.3. LES GUERRES CIVILES	I-12
I.4. L'ESPAGNE DE FRANCO	I-15
II. AUJOURD'HUI : LA DEMOCRATIE	II-19
II.1. DE LA CONSTITUTION A LA DIRECTIVE DE DEFENSE NATIONALE DE 1992.....	II-19
II.2. VERS LA PLEINE INTEGRATION: LA DIRECTIVE DE DEFENSE NATIONALE DE 1996.....	II-27
III. DEMAIN : UNE EVOLUTION POSSIBLE	III-31
III.1. LES OBJECTIFS	III-31
III.2. LES FORCES ARMEES	III-32
III.3. LA STRATEGIE.....	III-32
CONCLUSION.....	III-35
Bibliographie	

INTRODUCTION



On dit que l'Espagne n'a pas de tradition d'études stratégiques forte. Cette affirmation est valable pour la stratégie militaire mais également pour l'ensemble des domaines où nous pouvons parler de grande stratégie, suivant le concept de Lidell Hart ou de Collins, ou de stratégie totale si nous utilisons la terminologie de Beaufre.

De plus, le premier document qui fixe clairement le cadre global de la politique de défense de l'Espagne, la Directive de défense nationale, n'a été publié qu'en 1980. Avant cette date, il n'y avait pas de stratégie validée par le gouvernement et capable de coordonner toutes les institutions et tous les départements ministériels.

Cependant, il est naïf de penser qu'une nation comme l'Espagne n'ait pas suivi un fil conducteur, une sorte de logique entre la stratégie instinctive et la stratégie scientifique¹ alors qu'elle possède un passé très riche. Le roi Alphonse X a publié une ordonnance militaire dès 1280². De plus, l'Espagne a deux cents ans d'histoire comme puissance dominante en Europe avec un champs de responsabilités qui s'étendait de la Franche-Comté aux Philippines. L'école stratégique espagnole est riche d'écrivains comme le marquis de Santa Cruz de Marcenado. De même, la politique extérieure de l'Espagne peut noter comme un succès la non-intervention pendant les deux guerres mondiales.

Si le mot « España » a bien été utilisé auparavant, traditionnellement on ne commence à parler de l'Espagne comme nation embryonnaire qu'après la réunion sous la Couronne des Rois Catholiques (Isabelle I^{re} de Castille et Ferdinand II d'Aragon), en 1512, de trois des quatre Royaumes de la péninsule ibérique (Castille, Aragon et Navarre). A partir de ce moment-là, les frontières de l'Espagne péninsulaire ont très peu changé.

Un territoire, un peuple et un gouvernement font les bases d'une nation.

Tout d'abord un gouvernement fait, par définition, de la politique. Si on admet que « *le but de la stratégie est d'atteindre les objectifs fixés par la politique en utilisant au mieux les moyens dont on dispose* »³ nous admettrons que les variations politiques changeront, probablement, l'orientation stratégique. Notamment, nous étudierons les différentes alliances, coalitions et traités pour repérer les modifications de la politique étrangère et, tout probablement, de la stratégie.

¹ Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, Paris, ISC-Economica, Bibliothèque stratégique, 1999, p. 29.

² Alphonse X le Sage, roi de Castille, publie en 1280 une ordonnance militaire très variée sur la base des ouvrages de Végèce dans le cadre de la "Chronique des 7 Parties".

³ André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Pluriel, Hachette, 1998, p. 34.

Simultanément, un peuple a vécu son histoire mais il l'a aussi apprise. En effet, les expériences font l'histoire vécue, elle s'ajoute à l'histoire transmise et à l'histoire lue dans le collège ou écoutée des parents. L'ensemble d'idées et d'attitudes d'un individu ou d'une collectivité, liés par des relations logiques et une croyance, composent la mentalité. La façon d'appliquer cette mentalité aux situations historiques nous dira beaucoup sur les préférences stratégiques des acteurs. La littérature militaire de chaque époque sera aussi un très bon indice des sujets de réflexion et, en même temps, du type de culture militaire, voir stratégique, diffusée. A court terme, les doctrines d'emploi des moyens (Forces Armée, Armées, etc.) nous permettront de descendre un peu plus dans le détail.

Finalement c'est le territoire qui pose le cadre géographique et climatique. Ses relations avec la politique produiront la géopolitique. Les tendances de cette géopolitique nous aideront à comprendre la pensée stratégique.

La grille choisie pour établir le cadre conceptuel place l'analyse dans la combinaison binaire de modèles stratégiques proposés par M. Coutau-Bégarie dans l'ouvrage déjà cité⁴. Parallèlement une sélection des classifications de manœuvres retenues par le général espagnol Miguel Alonso Baquer est développée en repère.

<u>COUTEAU-BEGARIE</u>		<u>ALONSO BAQUER</u>	
Modèles stratégiques		Manœuvres	
		<u>Niveau politique</u>	
Guerre totale	Conflit limité	Localisation du conflit	Elargissement des alliances
Conventionnelle	Alternative	<u>Niveau stratégique</u>	
Destruction	D'interdiction	Concentration	Dislocation
Direct	Indirect	<u>Niveau opératif</u>	
Offensive	Défensive	Lignes extérieures	Lignes intérieures
D'anéantissement	D'usure	Pénétration	Inversion du front
		<u>Niveau tactique</u>	
		Rupture du front	Défensive à outrance

⁴ Hervé Coutau-Bégarie, ouvrage cité, p. 339.

Pour le cadre chronologique et historique les cinq cents dernières années de l'histoire de l'Espagne ont été articulées autour de cinq périodes, caractérisées par des différents degrés d'initiative par rapport, notamment, à l'action extérieure. Ainsi, une première période de 1492 à 1643 correspond à l'apogée de l'empire espagnol. Une deuxième période de 1643 à 1814 consacre, lentement mais inexorablement, le déclin de l'influence de l'Espagne dans le monde. Une troisième période décrit l'étape la plus noire, celle de 1815 à 1939 avec une succession de guerres civiles. La quatrième, ensuite, est occupée par la personnalité de Franco jusqu'en 1975, elle correspond aux années d'isolement mais, aussi, d'espoir. Enfin, la cinquième et dernière période prend en compte l'avènement démocratique et essaye de se projeter dans l'avenir.

En résumé, nous nous proposons à travers ce mémoire de chercher et de suivre le fil conducteur de la logique de l'action contenue dans l'histoire d'Espagne en l'analysant avec les outils suivants :

- Les accords et alliances dans le domaine des relations internationales.
- Les préférences stratégiques des dirigeants espagnols et, notamment, des militaires.
- Les auteurs militaires et leurs ouvrages.
- Les doctrines d'emploi des forces.
- Les tendances géopolitiques.

C'est à dire que nous essayerons d'éclairer la pensée stratégique espagnole⁵, à partir des trois composantes de nation déjà définies, par la méthode exposée et au travers de trois parties. La première partie vise à découvrir les origines de la pensée stratégique espagnole. La deuxième partie souligne les renouveaux de l'après-franquisme. La troisième partie essaie de nous projeter vers l'avenir. Enfin, nous concluons en établissant l'existence de la pensée stratégique espagnole et de ses lignes maîtresses.

⁵ Selon la définition de la stratégie proposée par le général espagnol Miguel Alonso Baquer dans l'ouvrage : *Preferencias estratégicas del militar español*, Madrid, Colección Adalid, Servicio de Publicaciones del EME, 1983, p. 31.

I. HIER : ORIGINES DE LA PENSEE STRATEGIQUE ESPAGNOLE

I.1. LA PENSEE STRATEGIQUE D'UNE GRANDE PUISSANCE



Entre la dernière décennie du XV^e siècle et le début du XVI^e, l'Espagne va connaître une série d'événements qui marqueront, dorénavant, profondément sa pensée stratégique.

Tout d'abord, en 1492, Christophe Colomb découvre l'Amérique. Il commandait une toute petite escadre sous le drapeau de Castille. Une fois le dernier royaume musulman dans la péninsule ibérique conquis, il chercha à trouver une route maritime vers la Chine alternative à celle des portugais. Un nouveau continent est alors ouvert aux énergies castillanes.

Ensuite, le Royaume de Castille essaie de sécuriser la rive Sud de la Méditerranée et de poursuivre la lutte contre l'islam. Entre 1497 (prise de Melilla) et 1510 (défaite à Djerba) les Castillans conquerront Mazalquivir, Peñón de Velez, Oran, Bougie et Alger.

Puis, Ferdinand d'Aragon décide de s'opposer à la couronne de France (Charles VIII et Louis XII) en Italie. Le 4 juillet 1501, Gonzalo Fernández de Córdoba⁶, dit le Grand Capitaine, débarque en Italie à la tête d'une armée qui évoluera rapidement vers le modèle de *tercios*⁷. Les *tercios* seront invincibles pendant 150 ans.

Enfin, la fortune et la politique matrimoniale des Habsbourg font hériter à Charles, le petit-fils des Rois Catholiques et de Maximilien d'Autriche, d'un vaste ensemble de territoires : La Castille et les territoires que lui sont rattachés, la Navarre, les Indes, la couronne d'Aragon et de Naples, les Flandres, la Franche-Comté, les domaines des Habsbourg en Allemagne et des prétentions sur la Bourgogne. A ces possessions territoriales s'ajoute, en 1519, la dignité impériale. Les responsabilités impériales de Charles V feront tomber en masse les Espagnols sur les chemins de l'Europe, théâtre d'opérations qui leur était étranger jusqu'à ce moment-là.

Ces quatre événements trouvent, dans la conquête du royaume maure de Grenade, les bases qui vont déterminer leur développement : les hommes et les

⁶ Gonzalo Fernández de Córdoba (1443-1515) - en français Gonzalve de Cordoue – s'illustre dans la guerre de Grenade. Après avoir sauvé Zante des Turcs pour les Vénitiens (1500), il fut envoyé en Italie à la tête de l'armée espagnole. Il est considéré le premier maître dans la combinaison du feu, du mouvement et de l'obstacle, c'est à dire, le premier à mener un combat d'infanterie « moderne ».

⁷ Le mot n'apparaît qu'en 1534, mais l'idée date des guerres d'Italie. Le *tercio* est une unité d'infanterie d'élite de la taille d'un régiment. Il regroupe de piques, d'épées courtes, d'arquebuses et de mousquets.

tactiques. Ce sera une croisade contre l'islam de l'Espagne, le dernier épisode de la Reconquête et un terrain où l'héroïsme, l'esprit d'aventure et le sentiment religieux pourront se déployer en même temps que l'attrait du butin à prendre. Voilà les éléments des conquêtes qui suivent. La guerre de Grenade contribue à faire de l'armée castillane l'une des plus modernes d'Europe. Nous voyons une cavalerie très souple, la réorganisation de l'infanterie selon le modèle suisse mais plus léger et la création des corps spécialisés (artillerie, génie, militaire, transports, service de santé).

De plus, les directions de ces quatre événements sont en forte coïncidence avec les quatre façades géographiques de la péninsule ibérique. Nous voyons ainsi se dessiner quatre tendances géopolitiques qui feront appel à différentes stratégies.

Vers l'ouest, en Amérique, Hernán Cortés et Francisco Pizarro sont des modèles de « conquistador ». Cortés débarque sur la côte du Mexique en avril 1519. Après avoir fondé une cité, il s'enfonce dans l'intérieur du pays. En août, il gagne à sa cause la tribu de Tlaxcala, qui supportait mal d'être soumise aux Aztèques. En novembre, il est au cœur de l'Empire aztèque, à Tenochtitlan, et s'impose à l'empereur Moctezuma. Des maladresses commises par un de ses lieutenants provoquent un soulèvement indien. Il est contraint d'évacuer Tenochtitlan. Cortés reprend la ville en août 1521. A partir de ce point central, il installe méthodiquement et durablement son autorité sur l'ancien empire aztèque.

La prise de possession de l'Empire inca ne fut pas moins audacieuse. En novembre 1531, Pizarro arrive à Cajamarca. Il tend un guet-apens à l'Inca Atahualpa, le fait prisonnier et l'exécute. En novembre 1533, la capitale des Incas, le Cuzco, est occupée.

En moins de vingt ans, deux empires immenses, bien organisés et très peuplés, se sont effondrés sous les coups d'aventuriers dont les effectifs n'ont jamais dépassé mille hommes. Cortés, Pizarro et les autres capitaines ont utilisé d'avantage une stratégie directe, conventionnelle et offensive. Les objectifs prioritaires ont été territoriaux (les capitales). L'utilisation d'armées de volontaires (professionnels), aux effectifs réduits, bien entraînés, et fortement motivés à largement contribué au succès. Du point de vue du pouvoir politique, Charles V, comme les Rois Catholiques, a appliqué une stratégie de conflit limité. Ils se sont bornés à autoriser les expéditions dans telle ou telle direction, puis à nommer des fonctionnaires pour administrer les territoires. La conquête de cet Empire immense n'a donc rien coûté à Charles Quint.

En Afrique du Nord, le vieux rêve castillan qui envisageait la prolongation de la reconquête au-delà du détroit de Gibraltar va connaître une évolution irrégulière face aux urgences des affaires italiennes et centre-européennes. La conquête va se limiter aux places fortes du bord de mer nécessaires pour sécuriser les routes maritimes entre l'Espagne et l'Italie. Les généraux sont des anciens des guerres de

⁸ Selon la classification que M. Coutau-Bégarie retient en p. 341 de son Traité.

Grenade et d'Italie. La stratégie est, là aussi, directe, conventionnelle et offensive. Les objectifs sont territoriaux. Les armées sont réduites, bien entraînées et motivées. L'implication du pouvoir politique a été relative.

Vers l'est, en Italie, Ferdinand reprend à son compte la politique de ses prédécesseurs de la couronne d'Aragon et va chasser les Français de Naples en s'appuyant sur une stratégie maritime interventionniste⁹. Une série d'actions brillamment conduites par le Grand Capitaine, dont les plus importantes se déroulent à Cérignole (avril 1503) et sur les rives du Garigliano (décembre 1503), permet la conquête du royaume de Naples. Au niveau politique, Ferdinand a toujours cherché à maintenir le conflit au niveau local en le présentant comme une simple affaire dynastique entre la Maison d'Anjou et la Maison d'Aragon. Au niveau stratégique, le Grand Capitaine va utiliser une manœuvre de dislocation¹⁰ pour faire face à la manœuvre de concentration conçue par Louis XII. Il n'acceptera la bataille que lorsque la supériorité locale aura été acquise. Pour mener ce type de manœuvre, il va utiliser une armée réduite, bien entraînée et motivée. Les objectifs resteront territoriaux. Les campagnes d'Italie laisseront un excellent souvenir dans l'esprit des espagnols.

Vers le nord, les *tercios* vont essayer de maintenir ouvert la ligne de communication entre l'Italie et les Pays-Bas : c'est le chemin espagnol. Ils mènent un combat asymétrique qui se déroule à travers des espaces ouverts bien sécurisés grâce à une chaîne de places fortes. Philippe II va chercher à appliquer un modèle stratégique de conflit limité, direct, conventionnel et offensif. Pourtant, à la fin de son règne l'Espagne est en banqueroute. Le mélange d'idéologie (catholique), d'ambitions nationales et dynastiques ont poussé l'Espagne vers la guerre totale. Au niveau politique, Philippe II réussit à localiser le conflit. Il préférerait, au niveau stratégique, la manœuvre de concentration et Lépante ou l'Invincible Armada en sont de bons exemples. Au niveau opératif, les *tercios* utiliseront, du fait du positionnement géographique, les manœuvres par lignes extérieures. Au niveau tactique, l'infanterie espagnole préférerait de la défensive. Regroupée en carrés sur deux et trois lignes, elle constituait un bloc sur lequel venaient se briser les attaques de l'ennemi. Les objectifs restent territoriaux. Les armées sont toujours professionnelles, bien entraînées, mais, cette fois, elles ne sont pas toujours motivées.

Le déclin définitif va venir avec Philippe IV et son ministre, le comte duc d'Olivarès. Même si ce dernier préférerait une stratégie terrestre défensive, la traditionnelle politique de solidarité avec les Habsbourgs d'Autriche et la défense du catholicisme font rentrer l'Espagne au côté de l'empereur Ferdinand dans le conflit

⁹ Le Royaume de Naples était gouverné à l'époque par une ligne bâtarde de la Maison d'Aragon et était un fief du Saint-Siège. La succession de Ferdinand I de Naples (mort en 1494) donne l'occasion à Ferdinand II d'Aragon et à Charles VIII de prétendre à la couronne.

¹⁰ La manœuvre de dislocation, selon l'ouvrage de Miguel Alonso Baquer déjà cité (p. 241), ne cherche pas la bataille, mais l'élargissement du front, avec pour finalité d'interdire à l'adversaire la permanence sur le territoire.

qui opposait les catholiques et les calvinistes en Bohême. Le Danemark et la Suède prennent parti pour les rebelles calvinistes. La France hésite à s'engager. En 1635, la France déclare la guerre à l'Espagne pour empêcher les Habsbourgs de remporter une victoire trop éclatante. Philippe IV et le comte duc n'ont pas réussi à limiter le conflit. L'Espagne ne peut pas faire face à tous ses engagements et, après la défaite de Rocroi, elle laisse la place de première puissance à la France.

La mémoire collective gardera un souvenir amer de cette internationalisation des conflits et, notamment, des implications excessives dans les affaires en Centre Europe. Selon ce courant de pensée, la tendance géopolitique « vers le Nord » ou « vers l'Europe », aurait malmené tout ce qui avait été gagné sur les autres théâtres d'opérations.

A toutes ces leçons de l'histoire, nous pouvons ajouter une production littéraire riche et originale. Les ouvrages abordent tous les théâtres d'opérations : la guerre de Grenade¹¹, d'Italie¹², des Pays-Bas¹³, de l'Amérique¹⁴ et même du Nord de l'Afrique, en moindre quantité. Le personnage le plus glorifié est Gonzalo de Cordoba. En effet, les modes opératoires et la stratégie pratiqués par le Grand Capitaine sont restés comme des modèles à suivre. Les sujets favoris sont le moral et l'organisation, sans oublier quelques ouvrages notables dans le domaine de la tactique et de la stratégie comme celui de Bernardino de Mendoza : « *Theorica y practica de la guerra* » qui traite de tout le déroulement d'une campagne, tant sur terre que sur mer, et propose une typologie des guerres défensives.

En résumé pour cette période, clairement interventionniste, nous pouvons affirmer que les préférences stratégiques des gouvernants et des militaires espagnoles allaient vers un modèle de stratégie de conflit limité, direct, conventionnel et offensif. On a toujours cherché à localiser le conflit. Les manœuvres de dislocation et par lignes extérieures ont été préférées au niveau stratégique et opératif. Au niveau tactique, le combat des *tercios* était fondé sur la défensive, même s'ils pouvaient attaquer. Les armées ont été réduites, composées de professionnels bien entraînés et motivés. Les objectifs sont restés territoriaux.

I.2. LA PENSEE STRATEGIQUE D'UNE PUISSANCE MOYENNE

Le comte duc d'Olivarès s'était donné pour tâche de conserver son rang à l'Espagne. Les défaites militaires et diplomatiques du milieu du XVII^e siècle ont réduit à néant ces prétentions. La guerre de succession d'Espagne et les traités d'Utrecht (1713) confirment le déclin. L'Espagne perd alors toutes ses possessions hors de la péninsule. Elle conserve, certes, un empire colonial immense. Elle n'en a pas moins

¹¹ Diego Hurtado de Mendoza. Historia de las guerras de Granada.

¹² Diego de Salazar (Tratado de Re Militari) et Juan López de Palacios Rubios (Tratado del esfuerzo bélico).

¹³ Carlos Coloma (Campañas de los Países Bajos) et Diego de Villalobos.

¹⁴ Bernal Diaz del Castillo et Diego de Villalobos.

le sentiment d'être devenue une nation de second ordre et l'amertume se fait plus forte quand, au début du XIX^e siècle, elle doit renoncer à presque tous ses territoires d'Amérique.

L'Espagne de Philippe V, le premier Bourbon, n'a d'intérêts ni dans le centre-Europe ni dans le Nord de l'Afrique¹⁵, mais le roi ne se résignait pas aux clauses du traité d'Utrecht qui avaient chassé l'Espagne de territoires – Milan et plus encore Naples – où elle avait établi son autorité depuis des siècles. En outre, Philippe V gardait rancune à l'Angleterre d'occuper Gibraltar et de se livrer à une guerre économique en Amérique en développant la contrebande au détriment des intérêts espagnols. Ce sont ces considérations qui expliquent la politique extérieure de l'Espagne. La diplomatie, à l'époque, s'inscrit dans la tradition espagnole, tournée à la fois vers la Méditerranée et vers l'Atlantique. Si les derniers Habsbourg restent fidèles à la maison d'Autriche, les Bourbons signeront successivement les pactes de famille et s'attacheront plutôt à la France.

La stratégie suivie en Amérique va prolonger, en général, celle de la période antérieure. Nous trouvons, toujours, l'intention de limiter le conflit et une stratégie directe et conventionnelle. En revanche, la stratégie offensive qui a prévalu à l'époque de la conquête va devenir défensive. L'effort est fait sur la fortification des ports et des villes et sur la Marine.

Dans la Méditerranée, un théâtre beaucoup plus actif, il faut noter quelques changements de stratégie. Nous pouvons les déduire de la lecture de l'auteur le plus renommé de la période : Don Alvaro de Navia-Osorio y Vigil, marquis de Santa Cruz de Marcenado. Il combat dans la guerre de Succession et vit l'évolution de l'ancienne structure de *tercios* vers la nouvelle structure de régiments. De plus, le marquis mène une carrière diplomatique en Italie et il a une bonne connaissance de ce théâtre d'opérations. Dans son ouvrage le plus important, les « *Reflexiones Militares* », il traite de tous les sujets militaires. Il conçoit la guerre comme un phénomène politique et limité, comme une autre façon d'appréhender les relations entre les Etats. Cependant, le but des « *Reflexiones Militares* » est, tout d'abord, de donner une bonne base de connaissances militaires à celui qui commande.

Santa Cruz, en accord avec la politique de Philippe V, conserve la tendance traditionnelle à la localisation du conflit. Cependant, tant au niveau stratégique qu'au niveau tactique, il rompt avec la tradition et il propose respectivement la manœuvre par lignes intérieures et l'offensive. Son audience sera grande. Pourtant, un siècle plus tard, quand l'Espagne doit faire face aux événements les plus terribles, Santa Cruz a été oublié.

Lorsque commence la Révolution française, l'Espagne est dirigée par un souverain falot, Charles IV (1788-1808). La guerre d'Espagne (1808-1813), appelée par les Espagnols guerre d'Indépendance, ruine le pays. En 1808, malgré des

¹⁵ Ce théâtre d'opérations va être ouvert uniquement pour servir d'appui aux campagnes d'Italie.

déficiences, l'Espagne est un pays plein de promesses ; en 1814, elle est devenue un champ de ruines. Les belligérants, les guérilleros et les Anglais autant que les Français, ont souvent pratiqué la tactique de la terre brûlée. La guerre va faire apparaître un bouleversement des stratégies traditionnelles. Le conflit limité va être remplacé par la guerre totale. Le modèle de stratégie conventionnelle va être abandonné au profit de celui de la stratégie alternative, c'est-à-dire la guérilla. Au niveau politique, la volonté d'élargir les alliances remplace l'intention de limiter le conflit. Au niveau stratégique, les généraux essayeront les manœuvres de concentration bien que, à la fin, les manœuvres de dislocation remportent beaucoup plus de succès. Au niveau opératif, la bataille de Bailén fera de la manœuvre d'inversion du front¹⁶ un modèle à suivre par les militaires espagnols. Dans l'ensemble, on préfère à cette époque la manœuvre par lignes extérieures. Au niveau tactique, la résistance de Saragosse et Gérone , parmi d'autres, sont des exemples de la tendance vers la défense à outrance.

En conclusion pour cette période, l'interventionnisme et le modèle stratégique offensif ont disparu. Dans les théâtres d'opérations extérieurs à la péninsule nous retrouvons à peu près les mêmes tendances que pendant le siècle d'Or, même si l'auteur le plus renommé propose quelques modifications. Par contre, quand le théâtre d'opérations est la péninsule, les modèles changent complètement. Les Espagnols retiendront de la guerre d'Indépendance la manœuvre de dislocation et les lignes extérieures, l'inversion du front et la défensive à outrance.

I.3. LES GUERRES CIVILES

La Guerre d'Indépendance génère l'émancipation de la plupart des territoires américains et plonge l'Espagne dans une période de guerres civiles qui durera 120 ans.

Le 22 mars 1814, Ferdinand VII rentre en Espagne. L'Ancien Régime est rétabli. La répression commence aussitôt. En 1820, le colonel Riego «se prononce» en faveur de la constitution qui avait été votée à Cadix en 1812. Ferdinand VII cède. Mais en 1823, il obtient l'intervention de la Sainte Alliance et les « Cent mille fils de Saint Louis » envahissent l'Espagne. Pendant un an et demi se déroule une véritable guerre civile opposant « absolutistes » et « constitutionnels ». C'est la première guerre civile. Les trois « guerres carlistes »¹⁷ (1833-1839, 1845-1849 et 1872-1876), la révolte cantonale (1874) et la guerre de 1936-1939, sans mentionner un nombre

¹⁶ L'inversion du front, selon l'ouvrage de Miguel Alonso Baquer déjà cité (p. 241), cherche les lignes de communications ennemies ou l'aperture d'un deuxième front.

¹⁷ Philippe V avait rompu avec la coutume espagnole qui permettait à la fille d'un roi de lui succéder en l'absence d'un héritier du sexe masculin. Ferdinand VII, par une pragmatique sanction, modifie l'ordre de succession au trône : sa fille régnera après lui. A sa mort, les partisans du frère aîné du roi défunt, don Carlos, protestent contre ce qu'ils considèrent être un coup de force. Les « carlistes » sont les partisans de don Carlos. Mouvement réactionnaire au sens propre, le carlisme s'oppose aux changements qui se font jour depuis 1789 au plan des idées et des mœurs.

très élevé de « pronunciamientos »¹⁸ et de petits soulèvements s'en suivent. Cette longue période de luttes ne comporte cependant que deux interventions dehors la péninsule ibérique¹⁹ : la guerre pour Cuba et les Philippines contre les Etats-Unis (1895-1898) et les guerres du Protectorat du Maroc.

Quoique l'Espagne reste à l'écart des affaires européennes, elle doit procéder à des alliances ; elle se placera aux côtés de la France et de l'Angleterre. De plus, une partie des impératifs géopolitiques demeurent : l'Amérique et le Nord de l'Afrique. Les différents gouvernements essayeront d'appliquer une stratégie de conflit limité aux crises (guerres carlistes, Cuba...), menant à une impasse en 1936. Leurs faveurs iront aux stratégies alternatives, laissant de côté les stratégies conventionnelles. La stratégie directe cohabite, désormais, avec la stratégie indirecte et la stratégie d'anéantissement avec la stratégie d'usure. C'est la façon d'agir de Zumalacárregui, le commandant carliste le plus réputé. Il organise le siège devant Bilbao, opération de prestige, avec une extrême mobilité fondée sur des colonnes de volontaires légères et aguerries. Nous pouvons trouver de nombreux autres exemples parmi les autres commandants des guerres carlistes, mais aussi dans la stratégie retenue par le général Damaso Berenguer au cours des campagnes du Protectorat du Maroc entre 1907 et 1923 et, même, dans les décisions les plus contestées de Franco pendant la guerre civile. Si l'objectif premier et prioritaire de Franco au début de la guerre civile était Madrid (objectif territorial et point décisif), après l'échec de l'assaut, il change d'avis et commence à réduire les positions périphériques : l'Andalousie, les Asturies et le Pays Vasque. Il passe de la stratégie directe à la stratégie indirecte, de la stratégie d'anéantissement à celle d'usure.

Au plan politique, on essaie toujours de localiser le conflit. La participation étrangère aux guerres carlistes, dans l'émancipation des territoires d'Amérique et, même, dans la guerre civile, est marginale. Le gouvernement républicain, en 1938, en appellera à l'intervention des puissances démocratiques, uniquement quand la situation est désespérée. Les résultats catastrophiques de l'internationalisation de conflits antérieurs a probablement marqué la mémoire collective (Cent mille fils de saint Louis, Cuba et Philippines).

Aux niveaux stratégique et opératif, ce sont les manœuvres de dislocation et par lignes extérieures qui remportent les succès les plus connus. Nous pensons à

¹⁸ Quand les partis et les hommes politiques hésitent sur la voie à suivre, quand aucun groupe n'est assez fort pour imposer son point de vue, l'armée tranche ; elle « se prononce » en faveur de telle ou telle orientation. Initialement, elle n'use pas de la violence mais, dans les faits, elle exerce un chantage à la violence.

¹⁹ Elle s'est contentée de monter quelques opérations destinées à affirmer sa présence en divers points du monde : un contingent espagnol participe à une expédition destinée à venger le massacre de missionnaires européens en Cochinchine (1857-1863); elle s'associe à la France et à l'Angleterre pour exiger du gouvernement Juárez qu'il reconnaisse la dette extérieure du Mexique ; elle reprend la possession de Saint-Domingue entre 1861 et 1863 ; l'Espagne envoie dans le Pacifique, à la suite d'un long différend, quelques bâtiments de guerre pour faire pression sur le Pérou et le Chili et, finalement, elle réalise une expédition au Maroc entre 1859 et 1860 à la suite d'incidents locaux autour des villes espagnoles de Ceuta et de Melilla.

nouveau aux opérations commandées par Zumalacárregui, Berenguer ou Franco. Il y avait aussi, des manœuvres de concentration, et il faut reconnaître qu'elles ont été, souvent, le choix initial : le plan du général Mola pour occuper Madrid en 1936 ou les plans du général Vicente Rojo, le meilleur des généraux du côté républicain, à Brunete, Teruel et Gandesa sont des manœuvres de concentration et par lignes intérieures. Tous ceux-ci, bien élaborés du point de vue théorique, ont échoué.

Au niveau tactique, les généraux ont utilisé tous les types de manœuvres. Les plans de Rojo, lecteur de Foch, se terminaient invariablement en manœuvres de rupture de front. Si elles ont bien réussi initialement, le résultat final a été la faillite de l'exploitation. L'attaque sur le flanc, toujours difficile, a été possible au cours de la guerre civile du 36-39 Elle a eu lieu au cours des opérations du Corps d'Armée du Maestrazgo ou de la Division de Cavalerie du général Monasterio au moment de la bataille de Teruel. La retraite de Xauen est un exemple de défense dans la profondeur ; elle a été décidée par le gouvernement du général Primo de Rivera au cours des opérations dans le Nord de l'Afrique. Opération stratégiquement nécessaire, elle a coûté très cher en vies et elle reste un mauvais souvenir. La défense statique à outrance est partout. C'est la manœuvre qui est entrée dans la légende. Les noms de Madrid, Toledo ou Gijon resteront comme des exemples d'héroïsme et de sacrifice.

Une si grande période de guerres ne pouvait que produire de nombreux auteurs intéressés par la chose militaire. Peut-être, sont-ils « *d'importance secondaire dans l'histoire de la science stratégique* »²⁰ mais ils ont beaucoup apporté à la culture militaire espagnole.

De ceux qui ont vécu la guerre d'Indépendance, nous retiendrons les généraux de brigade Juan Sánchez Cisneros, Evaristo San Miguel y Valledor et Juan de Barbaza y Fernández-Sopeña. Sánchez Cisneros introduit en Espagne l'étude de la stratégie. Il propose le principe de l'offensive et la manœuvre d'inversion du front comme les plus avantageuses. San Miguel est un compilateur plus qu'un auteur original. Il pense que l'armée doit être réduite et composée de volontaires. Barbaza énonce le principe fondamental de l'art de la guerre : « *Occuper le point décisif par la combinaison des efforts et avec la plupart des troupes* ». Il est favorable aux manœuvres d'inversion du front.

Les guerres carlistes produiront d'autres auteurs non négligeables. Francisco Villamartín, un joministe, est le plus influent. Il établit clairement la différence entre stratégie et tactique. L'objectif de la stratégie est de couper les lignes de communications ennemies. Pour cela, il faut une attitude offensive. La défensive doit être utilisée comme une phase transitoire avant de reprendre l'offensive. Villamartín pense qu'il faut acquérir la supériorité matérielle dans le combat grâce à une série d'attaques secondaires qui déséquilibrent l'adversaire avant de déclencher l'attaque principale. La manœuvre tactique la plus utilisée sera la rupture du front, mais il faut chercher, si possible, la manœuvre d'inversion du front.

²⁰ Selon M. Coutau-Bégarie. Ouvrage cité, p.200.

Une véritable école trouve son origine dans les travaux de Villamartín. Rafael Vasallo et Carlos Baños y Comas y appartient. Baños, spécialement, va essayer de faire une production authentiquement espagnole. Il va définir, en 1881 ce qu'il considère les principes de la guerre : la concentration des efforts et l'économie des forces. Baños est un disciple, nous l'avons déjà dit, de Villamartín, mais il a aussi lu Lewal, Clausewitz, von der Goltz et Moltke.

La guerre de Cuba et des Philippines, et les campagnes d'Afrique du Nord vont faire apparaître un troisième groupe d'auteurs : José Marua y Mayer, Ricardo Burguete, Damaso Berenguer, Manuel Goded Llopis et Vicente Rojo. Ce dernier, qui a été Chef d'Etat-major de l'armée républicaine et a planifié les manœuvres les plus brillantes, a laissé, par la qualité et la quantité de ses ouvrages, une trace importante. Rojo définit les principes fondamentaux de l'art de la guerre qui ont été retenus par la doctrine de l'Armée de terre jusqu'en 1976. Ce sont : la volonté de vaincre, l'action d'ensemble et la surprise.

La période tourmentée de 1815-1939 va connaître toutes les stratégies. L'échec des unes et la réussite des autres va marquer certaines préférences. Les tendances géopolitiques se tournent toujours vers l'Amérique et la Méditerranée. La stratégie de conflit limité, alternatif, indirect et d'usure valent mieux que ses contraires. La localisation du conflit est préférable à l'internationalisation. Les manœuvres de dislocation, d'inversion du front et par lignes extérieures restent comme les plus avantageuses. La défense à outrance s'accorde au caractère espagnol et elle peut rendre d'excellents résultats.

I.4. L'ESPAGNE DE FRANCO

L'isolement, qui s'amorce dès le début du XIXe siècle, va être imposé au sortir de la deuxième guerre mondiale par les démocraties²¹. Cela plongera l'Espagne, à la fin des années 40 et au début des années 50, dans une situation économique extrêmement difficile. En revanche, l'interventionnisme militaire va disparaître. A côté de ces caractéristiques qui puisent leurs origines dans les époques antérieures, le franquisme va développer un certain nombre de caractéristiques propres concernant le système d'alliances et la politique militaire. Ces facteurs vont influencer, à partir de 1976, le processus de réforme politique et, bien entendu, la politique de défense²².

A l'issue de la guerre civile, la politique de défense va être conditionnée par deux facteurs : la nécessité de maintenir la cohésion interne de la Nation et la

²¹ En 1945, l'Espagne n'est pas admise aux Nations Unies. Le 12 décembre 1946, par trente-quatre voix contre six et treize abstentions, l'assemblée générale des Nations Unies recommande à ses membres de rappeler leur ambassadeur auprès de Franco. Dans son ensemble, le peuple espagnol n'a pas compris que les Nations Unies avaient établi une distinction entre le peuple et le franquisme, il n'a retenu que l'isolement dans lequel on maintenait l'Espagne (sans Plan Marshall) et qui devait aggraver sa situation de pénurie. Il va se rapprocher du *caudillo*.

²² Bernard Labatut. *Renaissance d'une puissance ?* Paris, Economica et Fondation pour les études de défense nationale, 1993, p. 20.

menace que fait peser la deuxième guerre mondiale. Dès la fin de celle-ci, le premier facteur demeurera le seul danger réel. En fait, dès 1942, des maquisards recrutés parmi les ex-combattants républicains et appuyés par l'URSS et les démocraties, vont opérer sur le territoire espagnol. Pendant onze années, jusqu'à 1953, date de la signature des accords avec les Etats-Unis, la lutte ne sera pas négligeable. La Guardia Civil, qui mène l'affaire comme un problème d'ordre public, aura 624 morts et blessés et plus de 2000 morts et 3000 blessés seront comptés dans les rangs des maquisards.

Cette situation explique les conceptions stratégiques qui prévalent et conduisent à organiser un dispositif militaire constitué de nombreuses unités, réparties sur tout le territoire, disposant d'une grande autonomie et d'une forte possibilité de s'identifier avec le terrain et les habitants. La seule stratégie possible est celle de la dissuasion conventionnelle.

Le premier accord de défense signé par l'Espagne de Franco fut le « Traité d'amitié et non-agression », plus communément appelé « Pacte ibérique », avec le Portugal. Le « Pacte » eut une influence décisive sur la sauvegarde de la neutralité de la péninsule au cours de la deuxième guerre mondiale.

C'est grâce à la Guerre Froide que l'Espagne parvient à se réinsérer dans le système international. Les Etats-Unis vont se pencher sur la mise en valeur des espaces stratégiques pour compenser l'infériorité militaire de l'Europe occidentale face à l'Union soviétique. La neutralisation imposée à l'Espagne va évoluer vers la participation à la défense occidentale. En 1953, Eisenhower et Franco signent des accords bilatéraux, régulièrement renouvelés par la suite. L'Espagne va servir de base aux américains²³. Au-delà des contreparties économiques et financières et de l'aide à la modernisation de ses forces armées, leur signification symbolique et politique est énorme. Ils signifient la reconnaissance du régime franquiste et sonnent le glas de ceux qui croyaient encore à une éventuelle intervention des alliés pour rétablir la démocratie en Espagne. Les maquisards disparaissent et les accords deviennent le pivot de la contribution espagnole à la défense occidentale²⁴.

La coopération bilatérale avec la France qui s'engage à partir des années 60 traduit une claire volonté espagnole de diversification et d'affranchissement de la tutelle américaine, notamment en matière d'armements. En France, cette démarche est motivée à la fois par la décision du général de Gaulle de prendre ses distances avec l'OTAN, et par les impératifs à respecter dans une politique de défense autonome. Les accords conclus le 10 mai 1965 ont pour objectif la construction sous licence, par les arsenaux de Carthagène, de sous-marins de la classe « *Daphné* ». Ce sont des accords modestes mais très importants parce qu'ils ont certifié la rupture de l'isolement. Pendant tout le franquisme, ils ont été les seuls accords de cette

²³La force aérienne de la V^e Flotte américaine, le « Strategic Air Command » dont les B47 seront stationnés sur la base de Torrejón près de Madrid, la base de Rota sur le détroit de Gibraltar, etc.

²⁴ De plus, l'Espagne est admise à l'ONU en 1955.

nature conclus avec un pays autre que les Etats-Unis. L'accord de coopération militaire du 22 juin 1970, d'une portée beaucoup plus large, institutionnalise la coopération dans le domaine tactique et logistique²⁵ et constate la double appartenance des deux pays au même ensemble géographique européen ainsi que leur double vocation méditerranéenne et atlantique.

L'accord de 1970 reflète de la part de la France une ligne politique qui avait été définie par de Gaulle. Celui-ci considérait en effet que l'Espagne devait entrer dans l'OTAN puisqu'elle est « *membre de la famille européenne* ». Le Président Pompidou a lui même déclaré en janvier 1971, qu'il fallait faire entrer l'Espagne dans l'Europe afin de « *déplacer le centre de gravité de celle-ci* » vers le sud²⁶. Mais la France n'était pas la seule à pratiquer cette politique d'ouverture avec le régime franquiste : en 1971 sont signés les accords préférentiels entre l'Espagne et la CEE. On note, également qu'à partir du début des années 70, tous les grands Etats membres de l'Alliance Atlantique sont favorables à l'intégration de l'Espagne.

Nous pouvons voir que la stratégie d'alliances du régime franquiste a été un succès puisqu'elle est à l'origine du futur développement de la politique de défense de l'Espagne. En adéquation avec les tendances géopolitiques déjà constatées, le pays s'est ouvert vers l'Atlantique et l'Europe à travers les Etats-Unis et la France, tout en maintenant des très bonnes relations avec les pays hispanophones et le monde arabe.

Paradoxalement, les armées sont le grand « sacrifié » de cette politique. La loi de programmation militaire de juillet 1965 qui marque les origines de la planification économique en matière de défense en Espagne stipule dans son préambule que : « *L'actuelle conjoncture conseille de réduire la proportion des dépenses publiques qui, dans la majorité des pays, sont consacrées à la défense, les réduisant à un minimum et permettant ainsi d'appliquer un plus grand effort à d'autres secteurs nationaux, dont le développement et le progrès immédiat sont considérés comme vitaux pour la nation* ». Dès lors, la participation de l'Espagne à la défense occidentale se fait par la concession de facilités sur le territoire espagnol au profit des Etats-Unis, l'Armée espagnole, sous-équipée, ayant une vocation plutôt territoriale²⁷.

Du côté de la pensée pure, le général don Carlos Martínez Campos, né à Paris en 1887, est l'auteur le plus célèbre de cette période²⁸. Il rédige une théorie

²⁵ Un volet très important de l'accord fixe des réunions annuelles d'états-majors pour examiner les problèmes stratégiques et militaires d'intérêt commun et qui sont chargées de surveiller l'application de l'accord.

²⁶ Bernard Labatut, ouvrage déjà cité, p.243.

²⁷ Bernard Labatut, ouvrage déjà cité, p. 26.

²⁸ Le général Martínez Campos participe à la guerre civile et il est décoré de la plus haute décoration au courage. Après la guerre, il dirige l'Ecole Supérieure de l'Armée et occupe la position du précepteur du Prince Juan Carlos. Martínez Campos devient membre de la Real Academia Española et rédige un important nombre d'œuvres sur sujets historiques, militaires et stratégiques. La théorie stratégique de Martínez Campos est publiée dans son livre « *Teoría de la Guerra* ».

stratégie clairement influencée par Clausewitz, Foch et Dohuet, mais – et cela est une caractéristique des auteurs espagnols – qui maintient un point d'originalité. Les principes fondamentaux de la guerre selon Martínez Campos sont : opportunité, économie des forces, volonté de vaincre, volonté de résister, liberté d'action et capacité d'agir.

Influencées par la seconde guerre mondiale et la guerre civile les doctrines favorisent le modèle stratégique de l'action directe : la bataille est l'acte essentiel de la guerre ; il faut la chercher, la préparer soigneusement et la remporter le plus vite possible. Pourtant, plus en accord avec la tradition du dernier siècle, les partisans du modèle de stratégie d'action indirecte sont relativement nombreux parmi les généraux vainqueurs de la guerre civile. Tous sont d'accord sur la nécessité d'une dissuasion conventionnelle, à l'exception de Martínez Campos qui envisage l'utilisation d'armes nucléaires tactiques. Sa réflexion prend systématiquement en compte l'ambiance nucléaire.


La période franquiste ne connaît pas de véritables conflits extérieurs. En 1955, l'Espagne accorde l'indépendance à son protectorat marocain. En 1957, lors des événements d'Ifni région qui sera rendue au Maroc en 1967, la France et l'Espagne mettent en place une coordination dans la conduite des opérations militaires qu'elles mènent sur ce territoire. Les opérations ont pour objectif de lutter contre une partie de l'ex-armée de Libération Nationale marocaine (ALN), qui tente de libérer les territoires d'Ifni, Tarfaya et de la Saguiet-el-Hamra afin de s'en servir pour harceler les armées coloniales française et espagnole et libérer le Maroc du régime monarchique de Mohamed V. En 1958, une nouvelle opération franco-espagnole prend en étau les rescapés de l'ALN qui se replient vers Smara, ville qui sera reprise par l'Armée espagnole à la fin de l'année. En fin, en 1975, en pleine transition politique, l'Espagne évacue sans lutte le Sahara occidental du fait de la pression marocain sur le territoire²⁹. Ces différentes situations mettent en évidence la préférence pour la localisation du conflit.

L'étude des alliances des années 1940-1975 révèle les grandes tendances stratégiques. L'Espagne lutte pour sortir d'un isolement multiséculaire aggravé par le régime franquiste. Divers auteurs, les doctrines et les opérations extérieures contribuent à la réalisation de ce dessein. L'orientation de longue date vers l'Amérique et la Méditerranée s'accroît avec un intérêt renouvelé vers l'Europe et le Nord de l'Afrique. Le modèle de stratégie directe est d'actualité, la stratégie de dissuasion conventionnelle émerge et le goût pour le concept de localisation du conflit demeure.

²⁹ A partir du 6 novembre 1975, 350000 personnes défilent pacifiquement jusqu'à la frontière du territoire contesté. C'est la « Marche Verte ».

II. AUJOURD'HUI : LA DEMOCRATIE

II.1. DE LA CONSTITUTION A LA DIRECTIVE DE DEFENSE NATIONALE DE 1992

 A partir de 1976³⁰, la redéfinition de la politique de sécurité est inspirée par la poursuite de deux objectifs essentiels : la nécessité de garantir la sécurité du pays et la recherche d'un statut sur la scène internationale que l'Espagne non-démocratique ne pouvait se voir reconnaître. Ce sont, en fait, les mêmes objectifs déjà définis au cours de la période franquiste, mais avec certaines variations. Dans l'Espagne franquiste l'ordre des priorités en matière de sécurité était inversé : le principal objectif était de garantir la continuité d'un système et d'un pouvoir ; la protection contre une éventuelle menace extérieure étant assurée par les accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Par rapport au statut international, la marge de manoeuvre était très limitée.

Avec la transition démocratique, la recherche de l'orientation de la pensée stratégique espagnole prend deux directions : la politique d'alliances et d'accords d'une part et l'évolution des Directives de défense nationale d'autre part.

Le redéploiement de la politique extérieure devient un enjeu essentiel du nouveau régime. La tendance géopolitique « Europe » prend alors toute sa valeur. La légitimité démocratique récemment acquise se traduit avant tout par l'ouverture sur l'Europe et la pleine intégration dans les institutions européennes. L'Europe signifie pour l'Espagne entrer sur un pied d'égalité dans le cercle fermé des pays développés et c'est la seule alternative pour mettre fin aux démons qui ont accablé l'Espagne au cours des deux derniers siècles et qui ont pour nom : isolationnisme, repli sur soi et conflits sanglants.

Deux jours après la mort de Franco, le roi Juan Carlos, dans son premier discours de chef de l'Etat, donne le ton en déclarant : « *L'Europe serait incomplète sans une présence espagnole et si l'on oubliait ce qu'ont fait beaucoup de mes prédécesseurs. L'Europe devra compter avec l'Espagne et avec nous, les Espagnols, parce que nous sommes des Européens. Que chaque partie le comprenne ainsi et que nous en tirions toutes les conséquences qui en découlent, c'est une nécessité de l'heure* »³¹. Pourtant, le premier geste, deux mois après la mort du Franco, est réalisé en direction des Etats-Unis. L'OTAN, qui aurait pu être présentée comme une simple alternative militaire à la présence américaine apparaît essentiellement comme une option politico-diplomatique liée au rétablissement de la démocratie et par conséquent à forte signification idéologique. Les partis politiques vont prendre à l'égard de l'Alliance Atlantique des positions radicalement opposées qui contrastent avec l'unanimité dont ils témoignent sur le projet politique global (consolidation de la démocratie, ouverture vers l'Europe). Le dilemme était, donc,

³⁰ Franco est mort le 20 novembre 1975.

³¹ Cité par M. Labatut dans l'ouvrage mentionné, p.140.

l'alliance multilatérale ou le maintien du bilatéralisme, notamment avec les Etats-Unis. Une autre possibilité aurait pu être envisagée, à savoir la neutralité, mais elle a été rapidement rejetée.

En janvier 1976, à peine deux mois après la disparition de Franco, un traité d'Amitié et de coopération est signé entre l'Espagne et les Etats-Unis. Il existe entre ce traité et les accords précédents une différence très importante, au-delà du formalisme juridique³². Même s'il ne cite pas expressément au nombre des valeurs communes le soutien à la démocratie, comme le fera l'accord suivant de 1983, le sens du soutien politique apporté par les Etats-Unis cherche l'ancrage de l'Espagne à l'Occident et à l'OTAN. L'une des innovations la plus marquante est la constitution d'un état-major conjoint dont la fonction était d'être le vecteur destiné à donner aux Forces armées espagnoles la doctrine et l'information provenance des Etats-Unis nécessaires pour parvenir à la coordination stratégique, tactique et logistique souhaitée, dans la zone d'intérêt commun. Celle-ci se superpose plus ou moins avec la zone OTAN sous commandement d'IBERLANT³³. La nouvelle situation politique pousse certainement les Etats-Unis à faire des concessions importantes sur des questions particulièrement sensibles telle que la dénucléarisation du territoire espagnol. Les Etats-Unis s'engagent notamment à retirer leurs sous-marins nucléaires situés à Rota avant le 1^{er} juillet 1979. Celui-ci est considéré comme la marque de la récupération d'une parcelle importante de l'autonomie politico-stratégique et, au plan symbolique, comme la suppression d'une marque tangible des aliénations de souveraineté consenties par le régime antérieur.

L'option « bilateralisme » va trouver en cette période un développement conforme à la tradition espagnole. Le traité d'amitié et de coopération hispano-portugais du 1977 traduit une évolution substantielle par rapport au pacte ibérique de 1939 puisqu'il ne parle plus d'amitié et de non-agression mais d'amitié et de coopération, ce qui lui donne a priori une portée plus globale. Bien qu'il comporte des volets militaires importantes, notamment avec l'organisation de réunions périodiques des Etats-majors péninsulaires, il se présente comme un accord-cadre et revêt une signification fondamentalement politique.

Pour le reste, la période 1976-1981 va connaître un très vif débat autour de l'OTAN. C'est ce que rappelait le Président Suarez en 1979 : « *En ce qui concerne l'Alliance... il y a des divergences notoires d'opinions entre les partis et au sein de l'opinion (forces sociales et courants politiques)* »³⁴. D'un côté la plupart des partis dans l'opposition : l'extrême droite de l'époque qui pense préférable de maintenir un degré d'indépendance incompatible avec l'Alliance et la gauche qui accuse l'OTAN

³² Les accords sont signés entre les exécutifs. Un traité doit être ratifié pour le Sénat.

³³ IBERLANT est le commandement de l'OTAN placé à Oeiras, près de Lisbonne, Portugal. « Il semble bien que la création de la zone d'intérêt commun ait été facilitée par les risques de dérive politique que les Etats-Unis craignent au Portugal et qui en fait une possible solution de rechange en cas de défection portugaise à une époque où la concurrence entre l'Ouest et l'est est acharnée ». Cité par Bernard Labatut dans l'ouvrage mentionné, p. 230.

³⁴ Cité par M. Labatut dans l'ouvrage mentionné, p.150.

d'être une super structure militaire implantée par les Américains pour garantir la survie du système capitaliste. De l'autre côté, le gouvernement est lui-même divisé entre les partisans de l'adhésion et ceux qui n'ont pas d'avis arrêté sur cette question. Même si les premiers sont sensibles à l'aspect stratégique de l'Alliance, ils restent bien intéressés par son volet politique ou idéologique en raison de la faiblesse de la perception de la menace soviétique en Espagne. Un seul parti de l'opposition, les conservateurs qui sont dans le gouvernement aujourd'hui³⁵, plaide par l'incorporation à l'Europe et à la défense occidentale.

Le gouvernement prend la décision de demander du Parlement l'autorisation d'adhérer au Traité de l'Atlantique Nord le 31 août 1981. Trois facteurs ont pesé lourdement dans cette prise de position : premièrement, les négociations avec la Communauté européenne stagnent et semblent faire reculer de jour en jour la perspective d'adhésion de l'Espagne ; deuxièmement, le Président Suarez n'avait plus le souci de maintenir le consensus avec les autres forces politiques, donc il pouvait pousser pour l'adhésion ; enfin, il s'agissait surtout, en réalisant l'adhésion au traité de Washington, de placer un cran de sûreté qui, dans l'hypothèse de l'accès des socialistes au pouvoir, comme cela paraissait prévisible lors des échéances électorales de 1983, empêcherait tout risque de dérapage, sachant qu'il serait alors très difficile de procéder au retrait du traité de l'Atlantique Nord.

Le débat parlementaire va connaître un grand écho dans la société et va soulever les soucis majeurs en matière de sécurité et stratégie : l'augmentation du risque de guerre, la nucléarisation, le problème de Gibraltar et la menace sur Ceuta et Melilla.

Selon une enquête de septembre 1981, 35% des espagnoles se déclarant hostiles à l'OTAN invoquaient comme motif le risque de guerre³⁶. C'est une manifestation très nette du neutralisme, voire de l'isolationnisme, qui était traditionnel depuis 150 ans. Le rejet des armes nucléaires est encore plus général puisque tous

³⁵ Alianza Popular qui s'appelle, maintenant, Partido Popular.

³⁶ Revista de Investigaciones Sociológicas, CIS, n° 22, avril-juin 1983, p. 189. Il est intéressant de voir les motifs déclarés pour être contre l'adhésion :

	Septembre 1981	Mars 1983
	%	%
Danger de guerre	35	42
Peur des armes nucléaires	23	27
Motifs économiques	18	11
Principes politiques	9	9
Autres raisons	7	4
NSP/NRP	11	7

les partis y sont favorables³⁷, personne ne voulant renoncer à ce qui avait été obtenu des Etats-Unis dans le traité de 1977.

L'opposition va donc demander de faire reconnaître explicitement par l'Alliance Atlantique l'intégrité territoriale d'Espagne, ce qui soulevait le problème de Gibraltar et des enclaves de Ceuta et Melilla, malgré les difficultés prévisibles avec le Maroc³⁸. La position du gouvernement ne voulait pas introduire des conditions préalables³⁹. Pour lui, « *il faut, dans un premier temps, adhérer au traité par cohérence avec la vocation européenne et occidentale* »⁴⁰ et ce n'est que dans un deuxième temps qu'il pense négocier les conditions et les modalités concrètes de participation dans l'Alliance. Pour les militaires, la posture se résume en une volonté de ne pas créer de tensions entre les alliés sans pour autant renoncer aux intérêts nationaux. En clair, il ne faut donc pas altérer les relations avec la Grande-Bretagne à cause de Gibraltar, ni celles avec le Portugal pour des questions de réorganisation des commandements au débouché atlantique du détroit de Gibraltar. Cela pourrait en effet être interprété par ce pays comme étant de nature à altérer sa position au sein de l'Alliance

L'autorisation parlementaire d'adhésion est donnée par le Congrès des députés, le 29 octobre 1981, par 186 votes favorables contre 146 sur un total de 332 votes exprimés, soit à la majorité absolue des suffrages. Les Cortes se sont réservé un droit de contrôle sur les négociations ultérieures. Le 30 mai 1982, l'Espagne entre dans l'OTAN. Le 28 octobre 1982, le parti socialiste (PSOE) gagne les élections législatives et le processus d'intégration est automatiquement « gelé ».

Au cours de la campagne électorale, le PSOE va maintenir sa stratégie d'opposition à la participation à l'OTAN en se prononçant, dans son programme électoral, en faveur de l'organisation d'un référendum. Compte tenu de l'état de l'opinion publique, la mise sur pied du référendum signifiait un rejet populaire de

³⁷ Le débat, à ce point, est marqué par les violentes polémiques qu'ont suscité la double décision de l'OTAN de 1979 à propos de l'installation des « euromissiles » et la peur de la population face aux armes nucléaires.

³⁸ Et même les Etats-Unis qui bénéficient de facilités au Royaume chérifien qui venaient d'être réactivés en 1981, pour permettre le transport au Moyen-Orient de la *Rapid Deployment Force*.

³⁹ Le ministre des Affaires étrangères l'expliquait en ces termes : « *Nous avons tous les mêmes objectifs : assurer une meilleure protection de notre territoire dans sa totalité. Nous sommes tous d'accord sur le fait que la définition de ce territoire est prédéterminée par des normes internes qui sont toujours celles qui sont valables en dernier ressort. Je crois... que nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut éviter les dangers qu'entraîne l'introduction de tout élément polémique ou d'internationalisation de ces questions... On pourrait engager une négociation dont l'objet serait de faire une mention directe et séparée du reste du territoire national ou de l'une de ses parties. Le gouvernement, sincèrement... considère que cette technique, puisqu'il s'agit d'une technique, est erronée, est mauvaise, va contre nos intérêts ; cela ne fait aucune doute* ». Cité par Bernard Labatut dans l'ouvrage mentionné, p.181.

⁴⁰ Calvo Sotelo, président du gouvernement, discours d'investiture. Cité par Bernard Labatut, p. 183.

l'OTAN⁴¹. Pourtant, le gouvernement socialiste va effectuer un changement radical de ses positions. A peine deux ans après les élections, il va se manifester en faveur du maintien de l'Espagne dans l'Alliance Atlantique. En 1986 il organise le référendum sur des bases totalement différentes de celles annoncées en 1982, puisqu'il s'agira pour lui d'obtenir un vote favorable à ce maintien. Le parti dans l'opposition est arrivé au pouvoir et il a découvert la réalité. Le ministre de la défense déclare, d'ailleurs dès 1984 : « *Il faut que les espagnols se rendent compte de la difficulté que représenterait une sortie de l'OTAN* ». En outre, le gouvernement est convaincu de l'impossibilité du neutralisme : « *Nous devons respecter les traités. Nous ne pouvons pas nous déclarer aujourd'hui neutralistes de la même manière que les Etats-Unis ne peuvent pas être isolationnistes* »⁴².

C'est à l'occasion du discours sur l'Etat de la Nation devant les Cortes que, le 23 octobre 1984, le Président Felipe González confirme l'évolution de la doctrine du gouvernement concernant la participation à l'OTAN. La décision de demeurer dans l'Alliance est englobée dans un programme énoncé en dix points, qui sera appelé le « Décalogue du Président ». Le programme concerne les relations de l'Espagne avec l'OTAN, les Etats-Unis, l'Europe, notamment au travers de la proposition à réaliser l'adhésion à l'UEO, et enfin l'ONU, avec des propositions concernant le désarmement et la dénucléarisation. Celles-ci seront les lignes de la politique extérieure et de sécurité de l'Espagne pendant les prochaines années et encore aujourd'hui.

Le référendum a lieu le 12 mars 1986. La victoire du « oui » va permettre de mettre un point final à une polémique qui avait instauré un climat malsain dans la vie politique du pays. En outre, maintenant, l'Espagne va pouvoir déterminer avec sérénité entre 1988 et 1992 ses modalités de participation dans l'OTAN sans que ce processus soit obéré par des considérations de politique interne. Plusieurs propositions furent soumises à la signature des « Accords de coordination »⁴³. Les caractéristiques les plus importantes étaient :

- Le refus de participer à la structure militaire intégrée. Les unités espagnoles resteront toujours sous commandement national.
- Le refus d'installer, de stocker ou d'introduire des armes nucléaires sur le territoire espagnol.

⁴¹ Henry Kissinger faisait d'ailleurs remarquer qu'un référendum sur l'OTAN ne se gagnait pas, y compris aux Etats-Unis, fondant son affirmation sur des sondages réalisés dans divers pays occidentaux qui y traduisaient partout qu'un tel référendum, s'il avait lieu, aurait une issue négative.

⁴² Fernando Morán, Ministre des Affaires étrangères à la Vanguardia du 25 mars 1984.

⁴³ Ils sont six : Alfa (défense du territoire espagnol), Bravo (Défense et contrôle de l'espace aérien national), Charlie (Utilisation du territoire espagnol comme base de soutien logistique), Delta (Sécurité de l'Atlantique orientale, en coordination avec le commandement IBERLANT situé à Oeiras au Portugal), Echo (Participation des forces espagnoles aux opérations aéronavales en Méditerranée occidentale en coordination avec le commandement AFSOUTH de Naples) et Foxtrot (Contrôle aéronaval du détroit de Gibraltar).

- La contribution espagnole à la sécurité collective aura lieu, principalement, dans l'espace stratégique d'intérêt national (le territoire national et l'axe Baléares – détroit de Gibraltar - Canaries).
- Jamais il n'y aura de coordination avec le commandement de Gibraltar (GIBMED).

Cette prise de position appelle plusieurs remarques. Elle reflète bien les soucis et les traditions qui ont été au cœur du débat pendant toutes ces années : autonomie, dénucléarisation, statut de Gibraltar et défense du territoire national. En ce qui concerne les composantes, la Marine est la mieux adaptée pour remplir les fonctions de contrôle dans la zone d'importance stratégique essentielle que représente le détroit de Gibraltar. La composante aérienne constitue le deuxième élément intéressant puisque la défense de l'espace aérienne espagnole apporte aussi une contribution significative à la sécurité du Flanc Sud de l'Alliance. La composante terrestre, enfin, semble moins intéressante. Néanmoins, d'une part, son rôle de possible base de soutien est fort apprécié et d'autre part, son engagement à l'extérieur du territoire national n'est pas totalement exclu. Cela sera confirmé par les changements de la doctrine stratégique intervenus en 1991, comme nous verrons.

Cela dit, il faut avouer que, pendant tout le processus d'adhésion à l'OTAN, le « bilateralisme » se développait en parallèle. L'Espagne signe, dans les années 80, de nombreux accords de coopération bilatérale dans le domaine militaire, notamment avec la Grande-Bretagne (1984), l'Italie (1985), le Maroc (1987), la Tunisie (1987) et elle renouvelle les accords avec la France (1983 et 1985) et les Etats-Unis (1983 et 1989). Si les nouveaux accords tendent à ouvrir la coopération et à prévenir des conflits potentiels (la Grande-Bretagne / Gibraltar, l'Italie, le Maroc et la Tunisie / la Méditerranée), les anciens accords reconduits suivront des développements différents.

Les accords avec les Etats-Unis, notamment celui de 1989, marquent des évolutions conséquentes par rapport aux revendications espagnoles : le volume de la présence militaire américaine est considérablement diminué ; l'interdiction d'installation et de stockage d'armes nucléaires sur le territoire espagnol est étendu aux armes non-conventionnelles et la durée de l'accord est allongé à huit ans contre cinq précédemment. A partir de 1996 l'accord, appelé « Convention de coopération pour la défense », va être renouvelé chaque année.

Le renouvellement des accords militaires avec la France en 1983 est marqué par la continuité. On doit cependant resituer ceux-ci dans le contexte d'incertitude qui pesait à cette époque sur la redéfinition de la politique de défense espagnole. En 1985, au contraire, les positions de l'Espagne par rapport à la défense occidentale se sont éclaircies. Le « Décalogue du Président » affirme l'ancrage de l'Espagne à l'Alliance Atlantique. Le contexte va permettre dès juillet 1985 de formaliser le cours nouveau de la coopération franco-espagnole, en affirmant une dimension politico-stratégique forte lors de la signature de la Déclaration commune de Paris, le 9 juillet 1985. Cette déclaration consacre la « globalisation » des relations souhaitées par le gouvernement espagnol. Elle comprend plusieurs volets : coopération politique,

coopération culturelle, coopération économique et sociale, coopération locale et régionale, coopération en matière de sécurité. Cette dernière va se traduire en un renforcement de la coopération tactique sur le Flanc Sud et par des initiatives diplomatiques communes concernant la Méditerranée occidentale.

Dès 1988, la France, l'Italie et l'Espagne concluent une série d'accords bilatéraux visant à renforcer la sécurité dans la Méditerranée occidentale. La volonté politique de rester dans un cadre bilatéral s'explique par le souci de ne pas donner l'impression vis-à-vis des autres alliés de l'Alliance Atlantique que prenait naissance une force centrifuge susceptible de porter atteinte à l'unité de l'Alliance Atlantique. Ce sont : le programme du satellite d'observation militaire *Hélios*, les accords de coopération aéro-maritime ou la réalisation d'une série d'exercices trilatéraux où nous pouvons trouver l'embryon de la future EUROFOR.

Les deux derniers volets du « Décalogue du Président » trouvent leur application dans l'UEO et dans l'ONU.

La Directive de défense nationale 1/86 disait : « *Il faut renforcer le pilier européen de l'Alliance Atlantique et privilégier les enjeux propres aux Européens en matière de sécurité et de défense dans les forums adéquats. Pour cela, l'Espagne doit entamer ses négociations pour intégrer l'UEO...* »⁴⁴. En 1990, après avoir négocié pendant deux années ce processus, l'Espagne devient membre de l'UEO avec une contribution au budget à hauteur de 13%⁴⁵.

La première participation de l'Espagne en des opérations de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies a lieu en Angola en 1988. Depuis cette date, l'effort espagnol pour coopérer à la sécurité en dehors de ses frontières va s'engager dans trois directions : l'Afrique (l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Rwanda), l'Amérique (le Salvador, le Honduras) et l'Europe.

L'évolution de la situation internationale après la chute du mur de Berlin, le nouveau concept stratégique de l'Alliance⁴⁶ et la guerre du Golfe vont provoquer un point d'inflexion dans la politique de sécurité de l'Espagne. Notamment, la guerre du Golfe joua le rôle d'électrochoc car il s'agissait de s'engager dans une véritable opération de guerre. La participation de frégates de la Marine espagnole à l'embargo décrété par les Nations Unies contre l'Irak a représenté une étape importante, parce qu'elle a montré que l'Espagne pouvait se retrouver sur la ligne de front selon d'autres scénarios de conflits qui avaient été peu envisagés jusque-là.

⁴⁴ Directiva de Defensa Nacional 1/86.

⁴⁵ Depuis que la Grèce est rentrée dans l'UEO la contribution est arrêtée à 12,5%. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne font une contribution de 17%.

⁴⁶ Le concept stratégique de l'Alliance de 1991, change la définition des risques par la sécurité : « *Au lieu de résulter d'une menace prédominante, les risques qui subsistent pour la sécurité des Alliés se présentent désormais sous des formes complexes et proviennent de directions multiples, ce qui les rend difficiles à prévoir et à évaluer* ». Manuel de l'OTAN, Bruxelles, juin 1996, p. 257.

La Directive de défense nationale 1/92⁴⁷ va répondre au besoin d'évolution. Elle établit quatre objectifs de la défense nationale⁴⁸ dont les deux derniers marquent le nouvel engagement dans la scène internationale :

- I. *Garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne.*
- II. *Protéger la vie de la population et les intérêts vitaux de la nation.*
- III. *Contribuer à la sécurité et à la défense collective avec nos alliés, selon les accords signés par l'Espagne.*
- IV. *Collaborer à renforcer les relations pacifiques parmi les nations, notamment dans notre espace stratégique.*

« *Notre espace stratégique* » est toujours l'axe Baléares - détroit de Gibraltar –Canaries bien que le ministre de la Défense, en 1991, annonçait des évolutions ultérieures significatives en déclarant : « *La conception de notre sécurité doit cesser d'être circonscrite à notre propre espace territorial ou à son environnement immédiat, ce qui aura des conséquences sur nos capacités militaires pour faire face à ce type d'évènements* »⁴⁹. Il faut atteindre la DDN 1/96 pour que l'évolution soit complétée.

La DDN 1/92 donne cinq directrices pour le développement de la politique de défense dans son volet international. Il est intéressant de remarquer l'ordre de citation : premièrement, elle cite l'OSCE, ensuite l'UEO, ensuite l'OTAN, ensuite la stabilité dans la Méditerranée et les accords bilatéraux avec les pays riverains, finalement, les Nations Unies. Une conséquence de cette directive est la participation, à partir de 1992 aux forces multinationales dites « *relevant de la UEO* » : Le Corps européen⁵⁰, l'EUROFOR (force opérationnelle rapide), l'EUROMARFOR (force maritime européenne) et la Force amphibie italo-

⁴⁷ Le cycle de politique de défense a été défini en 1980. Il commence par la Directive de défense nationale (DDN) qui est rédigée par le gouvernement. Le Plan stratégique interarmées (PEC) en découle. Il est rédigé par le CEMA et approuvé pour le gouvernement. Le PEC établit le format de forces et, par conséquent, détermine la composition des armées. Depuis 1980 il y a eu cinq DDN : 1980, 84, 86, 92 et 96.

⁴⁸ Política de Defensa y Seguridad, Dirección General de Política de Defensa, Ministerio de Defensa. Madrid. 1993.

⁴⁹ Cité par M. Labatut dans l'ouvrage mentionné, p.348.

⁵⁰ Initialement avec une Brigade, puis avec une Division. Le Corps européen regroupe des éléments allemands, français, belges, espagnols et luxembourgeois. Il a été qualifié d'opérationnel en 1993.

espagnole⁵¹. C'est à dire un pari clair sur la défense européenne. Au contraire, l'engagement au sein de l'OTAN reste un peu hésitant. C'est un autre aspect qui va évoluer. Le paragraphe de la Directive 1/92 qui parle de l'OTAN dit : « *Continuer, en accord avec notre modèle, la participation de l'Espagne à l'Alliance Atlantique pendant son adaptation aux nouvelles circonstances* ». L'engagement de l'Espagne au sein de l'OTAN n'est pas vraiment consolidé. Encore un fois, c'est la DDN 1/96 qui va en donner l'impulsion.

II.2. VERS LA PLEINE INTEGRATION: LA DIRECTIVE DE DEFENSE NATIONALE DE 1996

L'année 1996 marque un tournant avec la victoire électorale du Parti populaire (PP) aux élections législatives. Ce changement de Gouvernement a eu pour conséquence deux décisions de longue portée : la participation aux nouvelles structures militaires intégrées de l'OTAN sur un plan d'égalité avec le reste des alliés et la complète professionnalisation des Armées avant 2003. La publication de la Directive de défense nationale 1/96 reflète ces décisions et introduit d'importants changements dans la politique de défense. D'après elle, « *la situation politique et stratégique européenne est rentrée dans une période d'une plus grande sécurité. Cependant, ce nouveau climat de détente n'a pas empêché l'apparition de conflits d'une portée limitée mais d'un grand retentissement international. En outre, il n'a pas supprimé, non plus, les menaces potentielles contre les intérêts stratégiques des nations* ».

Pour faire face à ces menaces, la Directive cite, en tout premier lieu, l'Alliance Atlantique. Désormais, la participation de l'Espagne dans l'OTAN est décidée et « pro active ». Les doutes que nous pouvions avoir et la prudence dont nous faisons preuve en 1992 ont disparu. Deuxièmement, la Directive parle des pays voisins, de ceux qui partagent avec l'Espagne le modèle de société et de ceux qui sont placés dans une zone d'intérêts stratégique : le législateur est convaincu que leur sécurité est intimement liée à celle de l'Espagne. Tous ces pays sont, en conséquence, au cœur des objectifs de la politique de défense.

Les quatre objectifs de la défense nationale que nous trouvons dans la DDN 1/92 se sont transformés en une finalité et trois « *objectifs fondamentaux* ».

⁵¹ C'est le 15 mai 1995, à Lisbonne, que les ministres des affaires étrangères et les ministres de la défense de l'Espagne, de la France et de l'Italie ont décidé de créer une force multinationales du niveau d'une division, dénommée « Euroforce opérationnelle rapide » (EUROFOR). Parallèlement à cette unité terrestre, fut simultanément décidée la mise en place d'une force maritime multinationale, pré structurée et non permanente, avec des capacités aéronavales et amphibies : la Force maritime européenne (EUROMARFOR). Le Portugal a intégré ces deux Forces en 1996.

La force amphibie italo-espagnole, dénommée SIAF (Spanish-Italian Amphibious Force) a été activée à partir du 23 novembre 1998. La capacité de projection de cette grande unité atteint environ 2000 hommes avec leur armement, embarqués sur 7 navires de transport amphibie.

« *La finalité de la politique de défense est de doter l'Espagne d'un instrument performante de dissuasion⁵², de prévention et de réponse pour :*

- *Garantir de façon permanente sa souveraineté et son indépendance, l'intégrité territoriale et l'ordre constitutionnel, et*
- *Protéger la vie, la paix, la liberté et la prospérité des espagnols et les intérêts stratégiques nationaux, où qu'ils se trouvent ».*

C'est à dire qu'elle enrichit la directive précédente puisqu'elle confirme l'obligation de garantir la souveraineté et l'indépendance, la défense de l'intégrité territoriale et de l'ordre constitutionnel tout en élargissant son champ d'application, car elle parle, désormais, d'intérêts stratégiques et pas simplement d'intérêts vitaux. Si auparavant l'espace stratégique était défini par l'axe Baléares – détroit de Gibraltar – Canaries, maintenant, il s'agit du monde entier. S'il y a des intérêts stratégiques dans une zone, le Gouvernement se tient prêt à intervenir. Il faut rappeler que, au fur et à mesure que l'Union Européenne se construit, les intérêts stratégiques de ses pays membres deviennent communs.

Les trois objectifs fondamentaux sont les suivants :

- I. *« Consolider la présence de l'Espagne au sein des organisations internationales de sécurité et défense, tout en assumant pleinement les responsabilités et les compromis qui y en découlent.*
- II. *Améliorer l'efficacité des forces armées espagnoles pour: leur permettre de mener les missions que la Constitution leur assigne ; contribuer, dans la mesure des possibilités nationales, à la sécurité et à la défense collective avec les alliés, et collaborer au maintien de la paix et de la stabilité internationales, en particulier dans notre environnement géographique et culturel.*
- III. *Améliorer la compréhension et l'implication de la société espagnole en une intensité plus grande dans le but d'entretenir un dispositif de défense adapté aux nécessités, responsabilités et intérêts stratégiques espagnols ».*

Le libellé du premier objectif est tout à fait significatif. Tout d'abord il consacre l'adhésion pleine et entière à l'OTAN. Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1982, la décision de s'intégrer à la structure militaire n'a pas été véritablement contestée⁵³. Le 14 novembre 1996, le Congrès des députés donne son appui au Gouvernement pour négocier la pleine et entière participation de l'Espagne à la nouvelle structure militaire de l'OTAN. Lors du sommet de Madrid (1997) l'Alliance approuve cette nouvelle structure et l'Espagne

⁵² Dissuasion toujours conventionnelle.

⁵³ Il y avait, bien sûr, un débat, mais il n'est pas devenu un débat national comme en 1986.

démarre le processus de pleine intégration qui s'achève au sommet de Washington (1999)⁵⁴. Le premier septembre 1999, le Commandement Sous-régional du Sud-Ouest (JSRC South-West, Madrid), subordonné à AFSOUTH⁵⁵ (état-major de 2° niveau installé à Naples) est activé à Madrid.

Ensuite, la directive s'engage à contribuer à la définition de la politique de défense dans la l'Union Européenne, tout en la rendant compatible avec celle de l'Alliance Atlantique et à participer activement dans le développement de l'Union Européenne Occidentale. De nouveau, il faut souligner le changement de priorité. La référence à l'UEO est faite par rapport à l'Alliance Atlantique. Désormais, l'organisation cadre pour la politique de défense de l'Espagne est l'OTAN. Cependant, l'investissement espagnol dans l'UEO n'a pas arrêté de se renforcer à partir du moment où elle a présidé cette organisation au second trimestre 1995. Pour la première fois, un pays détenait à la fois la présidence de l'UE et celle de l'UEO. L'un des résultats notoires de cette présidence est la publication d'une conception commune aux 27 pays de l'UEO qui a donné une base doctrinale pour mener à bien des missions de maintien de la paix.

La directive n'oublie pas les autres tendances traditionnelles de la politique de défense espagnole, même si les priorités ont changé. Après l'OTAN et l'UE, les Nations Unies sont placées en troisième position, suivies par l'OSCE, les accords bilatéraux et multilatéraux avec les pays du l'Afrique du Nord, la stabilité dans la Méditerranée et, une nouveauté, les pays ibéro-américains ou ceux qui entretiennent une relation historique avec l'Espagne.

Les deux autres objectifs de la Directive 1/96 (améliorer l'efficacité des forces armées espagnoles et achever l'appui de la société espagnole) ont été abordés malgré les restrictions budgétaires.

Le défi pour améliorer l'efficacité des forces armées a été décomposé en trois volets: la professionnalisation, l'intégration dans la structure militaire de l'OTAN et la modernisation. Les deux premières se déroulent sans souci majeur. La modernisation avance plus lentement.

Dans l'Armée de terre, l'effort de modernisation a surtout été axé sur le *Plan Norte* démarré en 1994 et achevé en 1999. Il a définitivement consacré, le passage de l'armée ancrée au territoire à l'armée de projection capable de s'intégrer dans des structures multinationales. Le char de combat *Leopard II E* est en cours de fabrication sous licence en Espagne et va rejoindre les unités⁵⁶ à partir de cette année. La Force d'Action Rapide vient de recevoir les premiers *Centauro*⁵⁷, véhicule

⁵⁴ Avec, notamment, l'élargissement de la Alliance à la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie.

⁵⁵ Allied Forces South.

⁵⁶ Les prévisions de fabrication pour l'Armée de terre se montent à un total de 235 unités.

⁵⁷ Le "Centauro" est un véhicule d'origine italienne

blindé à roue munit d'un puissant canon de 105 mm, qui va améliorer sensiblement la puissance de feux et la protection de cette Grande Unité.

La Marine (la Armada) a reçu deux bateaux amphibies en deux ans, le deuxième lui apportant la capacité de commandement du groupement amphibie. Une des quatre frégates F 100 prévue pour les prochaines années va être admise au service à la mer en juin 2000. La capacité de lutte contre les mines est aussi en train de se moderniser : les deux premières unités d'une série de chasseur de mines viennent d'être reçues.

Pour l'Armée de l'air, l'Eurofighter est le programme majeur pour la décennie. Par ailleurs, la modernisation du chasseur F1 et des avions de transports C130 se poursuit. Ce domaine du transport aérien va connaître un développement particulier. L'Espagne est l'un des pays partenaires du projet de l'avion de transport tactique futur ATF-FLA et elle souhaiterait le voir assembler à Séville si le projet A400M d'Airbus est retenu.

Dorénavant, l'Espagne paraît plus systématiquement présente aux quatre coins du globe dans les opérations de paix, et plus particulièrement quand les intérêts européens sont en jeu. L'effort a été notable : depuis 1996, chacune des Brigades de l'Armée de terre a fait trois rotations que ce soit dans l'IFOR, la SFOR, l'opération ALBA ou le Kosovo. La présence continue de la Marine dans l'Adriatique, de l'Armée de l'Air sur la base aérienne d'Aviano (Italie) et même de la Guardia Civil dans le cadre de l'ONU, l'UEO ou l'OTAN, ne font que renforcer cet engagement.

En résumé, entre 1976 et 1999, l'Espagne a récupéré pour son action extérieure l'un des instruments indispensables à toute politique étrangère et a trouvé pleinement sa place dans le concert des nations face au prochain millénaire. Elle a lié définitivement sa politique de sécurité et de défense à celle du monde occidental et de l'Europe notamment. Elle a réussi ainsi à sortir de son isolement. Les accords plus récemment signés confirment clairement par les champs d'application les tendances géopolitiques traditionnelles : la Méditerranée (le nord de l'Afrique inclus), l'Europe et l'Amérique.

Les préférences stratégiques sont occultées dans la stratégie des coalitions, mais l'étude de la Doctrine d'emploi des forces terrestres⁵⁸, publiée en 1998, la négociation des accords ou des publications d'auteurs comme les généraux Munilla et Alonso Baquer nous amènent toujours vers le goût pour la dissuasion conventionnelle, le conflit limité, et les stratégies défensives⁵⁹, directes et conventionnelles. En revanche, chez les officiers espagnols, le goût pour les stratégies indirectes et alternatives est tout à fait remarquable. Cela est dû d'une part à la popularité de la guerre d'Indépendance, d'autre part au renom de Lidell Hart.

⁵⁸ Doctrina de Empleo de la Fuerza Terrestre, D01-001, Mando de Adiestramiento y Doctrina (MADOC), Edición de 1998.

⁵⁹ Au niveau tactique, l'offensive est toujours préférée à la défensive.

III. DEMAIN : UNE EVOLUTION POSSIBLE

III.1. LES OBJECTIFS



Le cycle de quatre ans achevé, la Directive de Défense National 1/96 devrait être remplacée par une autre DDN. L'action du gouvernement à l'égard de l'OTAN, l'UE, l'UEO, l'ONU⁶⁰ et les pays latino américains reste dans la continuité⁶¹.

Nous pouvons avancer que les trois grands objectifs de la politique de défense dans l'avenir immédiat seront :

- La contribution à l'amélioration des outils de la défense européenne.
- Le renforcement du compromis par rapport à l'OTAN.
- L'amélioration de l'efficacité des forces armées espagnoles pour les permettre de mener les missions que la Constitution leur assigne.

Il y a, cependant, un changement dans le ton. Désormais, l'Espagne est plus consciente de ses capacités. La peur et la méfiance ont disparu. Elle fait partie des pays privilégiés et elle le sait.

Le Président du gouvernement, José María Aznar López, dans un discours prononcé au Collège Interarmées de Défense (CID) espagnol⁶² en octobre 1999, disait que « *la caractéristique des relations stratégiques aujourd'hui est la globalisation des responsabilités. Les pays les plus riches, les plus stables ne peuvent pas rester comme de simples spectateurs face aux conflits mondiaux. La préservation des démocraties n'est peut-être pas en jeu mais il y a un impératif moral. Il faut absolument exporter l'ordre et la stabilité nécessaire pour que les peuples puissent vivre en paix. La contribution d'un seul pays n'est qu'un grain de sable. La paix internationale ne sera possible que par l'effort de la communauté internationale* ».

L'Espagne veut jouer un rôle majeur dans cet effort multinational. « *L'intention du gouvernement est d'emporter l'Espagne vers la place qu'elle a réservée par son histoire, sa culture, sa richesse et sa situation géostratégique* »⁶³. Elle veut l'intégration dans les forums de décision : les G-7, le Groupe de Contact pour les Balkans ou le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Dans le domaine militaire, la priorité, pour le ministre de la Défense, porte sur la capacité espagnole à pouvoir

⁶⁰ L'Espagne vient d'intégrer le Système de Forces de réserve de l'ONU.

⁶¹ Discours du Ministre de la Défense le 6 janvier 2000 en présence de sa Majesté le Roi.

⁶² Escuela de las Fuerzas Armadas (ESFAS)

⁶³ Discours du Président Aznar dans l'ESFAS, octobre 1999.

commander une force OTAN de la valeur d'une division⁶⁴. L'importance accordée aux fonctions commandement, renseignement et transmissions reflète ce choix. L'Espagne ne veut pas être une simple pourvoyeuse de troupes commandées par un autre pays.

Dès lors, en raison d'une telle évolution de la vision de sa propre position dans la scène mondiale, il est nécessaire d'adapter les moyens militaires à ces nouvelles réalités.

III.2. LES FORCES ARMEES

Le gouvernement d'Aznar s'est toujours exprimé en faveur de Forces Armées en accord avec les objectifs fixés. Le modèle prévoit des Forces Armées réduites (de 120000 à 102000 hommes), professionnelles, interopérables et projetables.

La professionnalisation et l'intégration dans la structure militaire de l'OTAN bien conduites, il reste à atteindre l'objectif de la modernisation. Il y avait, c'est vrai, quelques atouts après 1996, mais l'effort a été fait principalement sur la répartition du budget.

Par rapport au budget de l'an 1999, le budget pour l'an 2000 augment de 4,01%⁶⁵. La partie assignée au chapitre d'investissements s'est vue augmentée de 7,1% par rapport à 1999. Au contraire, par rapport au PIB, l'importance relative du budget de la défense n'a pas cessé de se réduire : il est de 0,99%.

La faiblesse du budget consacré à la défense constitue un handicap certain pour assurer la modernisation indispensable des équipements. Nous croyons que le paradoxe ne peut être maintenu. Si le gouvernement veut prendre un rôle majeur dans la scène internationale, il sera poussé à rapprocher l'effort budgétaire de celui de ses partenaires européens.

L'autre grand volet, non budgétaire, de la modernisation des Forces Armées est l'action interarmées. L'ancienne structure de la période franquiste avec trois ministères séparés pour l'Armée de terre, la Marine et l'Armée de l'air pèse lourdement sur les armées. La création du CID espagnol est un pas d'importance pour améliorer ce domaine. La prise de conscience des cadres est chaque jour plus évidente. Une réflexion est engagée sur la création et l'utilisation de structures interarmées à tous les niveaux.

III.3. LA STRATEGIE

Le gouvernement est convaincu que l'Espagne atteindra ses objectifs plus facilement au sein d'une alliance à condition d'y participer à égalité avec ses

⁶⁴ Cité par le CBA Pellistrandi dans son article «*La défense espagnole en 1999*», Revue Défense Nationale, Decembre 1999.

⁶⁵ En 1997, il a augmenté de 0,42%, en 1998 de 3,15% et en 1999 de 3,43%.

partenaires. Cela ne signifie pas déléguer sa défense à l'Alliance. D'abord, il faut être prêt à faire face à une quelconque menace, même si elle n'a pas été définie. Ensuite, l'importance du rôle dans les organisations internationales est directement liée à la contribution de chaque nation à l'organisation. Cela est le concept de suffisance défensive qui sera défini dans le *Livre blanc de la défense* qui va paraître dans les prochains mois.

La difficulté pour le gouvernement vient de l'existence de plusieurs organisations de défense. D'un côté il y a l'Alliance atlantique qui a garanti la paix en Europe dès sa création en 1949 et qui est l'organisation de défense la plus prestigieuse. D'un autre côté, il y a l'Union Européenne, dans laquelle l'Espagne est pleinement investie, qui essaie d'élargir ses compétences en matière de sécurité et de défense avec des résultats peu probants.

Le choix a été fait. L'idée est de contribuer à améliorer les liens transatlantiques, voire l'OTAN, à travers la construction de l'Europe de la défense. L'Espagne a rejoint les propositions du Président Chirac et les autres dirigeants européens. Elle est de façon très décidée partisane de doter l'Union Européenne des structures et des institutions capables d'aborder le processus décisionnel et d'agir en matière de défense et sécurité. Des mesures concrètes ont été proposées par le Président espagnol. Ainsi, dans le discours l'ESFAS (CID espagnol) déjà cité, il a souligné la pertinence d'un Conseil de ministres de défense spécifique (maintenant, ils partagent les réunions avec les ministres des affaires étrangères). Il a appuyé le plan de convergence en matière de défense et la création d'une politique européenne d'armement qui puisse établir, en commun, un horizon de stabilité dans les acquisitions.

Ce pari n'est pas en contradiction avec d'autres intérêts nationaux : la stabilité régionale en Méditerranée et en particulier dans son bassin occidental, ainsi que et le resserrement des liens avec les pays ibéroaméricains.

L'Espagne cherche à améliorer la stabilité en Méditerranée grâce à l'OTAN. Elle a lancé plusieurs initiatives et, notamment, elle a appuyé le dialogue sur la Méditerranée lors du sommet de Bruxelles de 1994. L'OTAN a compris que la sécurité en Europe est étroitement liée à la sécurité et à la stabilité dans la région méditerranéenne. Le dialogue a pour but de contribuer à la sécurité et à la stabilité dans cette région, de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et de dissiper dans les pays méditerranéens participants les malentendus concernant l'Alliance. Les six pays concernés sont : l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. La liste reste ouverte.

De même, les relations avec les pays ibéroaméricains sont repensées à l'occasion de l'UE. Désormais, l'Espagne se projette comme future passerelle entre l'Europe et les pays hispanophones.

Nous trouverons la stratégie de défense espagnole dans le cadre de la défense collective et, notamment, dans le cadre de la défense européenne. L'idée est de participer, de contribuer, de gagner du prestige comme alliée sérieuse et

loyale et, en même temps, de profiter de l'influence au sein des organisations. L'Espagne veut partager le fardeau et la responsabilité des décisions. La stratégie espagnole sera définie dans le *Livre blanc de la défense* comme purement défensive, fondée sur la dissuasion (conventionnelle), la prévention et, le cas échéant, la réponse militaire.

L'étude qui a été développée jusqu'à présent nous permet de penser que les préférences des stratèges espagnols resteront du côté de la tradition. Il n'y aura pas de rupture dans les tendances géopolitiques. Le ministre de la défense vient de les souligner⁶⁶ : la Méditerranée, l'Europe et l'Amérique. La dissuasion s'appuiera sur les armements conventionnels, tout en refusant la nucléarisation du territoire espagnol. Les problèmes strictement nationaux seront traités dans un cadre le plus restreint possible. En effet, la société espagnole n'est préparée que pour un conflit limité. Les militaires et spécialistes de la défense en général ont commencé un processus de diversification de sources. Les stratégies défensives⁶⁷, directes et conventionnelles peuvent maintenir leurs places au premier rang. Les stratégies indirectes et alternatives, pourtant, gagnent plus d'adeptes tous les jours et elles sont probablement les seules stratégies applicables dans le contexte actuel. Au niveau tactique, le raisonnement peut être identique : aujourd'hui, de plus en plus, tout le monde comprend que toutes les stratégies sont valables. Cependant, il restera un goût pour la défensive à outrance, l'inversion du front et la manœuvre par lignes extérieures.



⁶⁶ Discours du Ministre de la Défense le 6 janvier 2000 en présence de sa Majesté le Roi

⁶⁷ Bien qu'au niveau tactique, l'offensive continue à être préférée à la défensive.

CONCLUSION

Nous avons parcouru l'histoire d'Espagne en cherchant les préférences stratégiques des espagnols. Nous avons essayé de trouver les traces de la pensée stratégique espagnole depuis les Rois Catholiques pour les projeter vers l'avenir. La continuité est là et vous l'avez découvert

La première conclusion à étoffer est que la pensée stratégique espagnole existe. Du point de vue des manœuvres, elle s'oriente clairement vers la localisation du conflit au niveau politique ; la dislocation au niveau stratégique ; la manœuvre par lignes extérieures et l'inversion du front au niveau opératif ; et la défensive à outrance au niveau tactique.

Au contraire, quand nous utilisons la classification de modèles stratégiques de M. Coutau-Bégarie le choix n'est pas évident. Les stratégies conventionnelles et directes et ses contraires les stratégies alternatives et indirectes ont toutes leur place. La préférence pour le conflit limité et la stratégie d'usure est nette. La stratégie défensive s'impose pour effet de la situation internationale.

La deuxième conclusion est que ces préférences trouveront leur champ d'application dans les théâtres traditionnels pour l'Espagne (la Méditerranée, l'Europe et l'Amérique) et, normalement, dans le cadre de la défense collective et notamment européenne.

La troisième et dernière conclusion est que, dorénavant, ces préférences seront plus explicites grâce aux directives de défense nationale qui sont publiées tout les quatre années.



BIBLIOGRAPHIE

SOURCES ESPAGNOLES

- | | |
|-------------------------------------|--|
| Revista Española de Defensa | L'équivalent espagnol du mensuel Armées d'aujourd'hui.
N° 132 à 141 (février 1999 à janvier 2000)
Revue de l'Etat-major de l'Armée de terre. |
| Ejército Español | N° 682 à 707.
Publications du CESEDEN (IHEDN espagnol). |
| Cuadernos de Estrategia | N° 93. La cooperación hispano-franco-italiana en el marco de la PESC.
Preferencias estratégicas del militar español, Madrid, Colección Adalid, Servicio de Publicaciones del EME, 1983. |
| Miguel Alonso Baquer | Introducción a la estrategia militar española. |
| Eduardo Munilla Gómez | Política española de seguridad, Memoire, Madrid, 1998. |
| Ignacio Fuente Cobo | Política de Defensa y Seguridad, Dirección General de Política de Defensa, Madrid, Ministerio de Defensa, 1993. |
| Divers | Textes de l'Ecole de Guerre espagnole. |
| Divers | El Pensamiento militar español, Escuela de Estado Mayor, Madrid, 1996.
Los Tercios, Ediciones Ejército, Madrid, 1983. |
| René Quatrefages | El Auge y el Ocaso del Imperio Español en América, Espasa-Calpe, Madrid, 1945, 1959. |
| Salvador de Madariaga | Atlas Histórico Mundial, Itsmo, Madrid, 1986. |
| Hermann Kinder et Werner Hilgermann | Doctrina de Empleo de la Fuerza Terrestre, D01-001, 1998. |
| Divers | |

SOURCES FRANÇAISES

- Hervé Coutau-Bégarie
Traité de Stratégie, Paris, ISC-Economica, Bibliothèque stratégique, 1999.
- André Beaufre
Introduction à la stratégie, Paris, Pluriel, Hachette, 1963.
- Bernard Labatut
Renaissance d'une puissance ? Paris, Economica et Fondation pour les études de défense nationale, 1993.
- Michel Caldaguès et André Boyer
EUROFOR et EUROMARFOR, des capacités militaires européennes en Méditerranée, Les rapports du Sénat, n°183, 1997-1998.
- Jérôme Pellistrandi
Géopolitique de la Péninsule Ibérique au début du 21^e siècle, Mémoire du CID, février 1999.
- Joseph Pérez
Histoire de l'Espagne, France, Fayard, 1997.
- Bartolomé Bennassar et Bernard Bessière
Le défi espagnol, La Manufacture, Besançon, 1991.
- Bernède
Des principes de la guerre. De quoi s'agit-il ?, Les Cahiers de Mars, n°161, 1999.
- Gérard Chaliand
Anthologie mondiale de la stratégie. Dès origines au nucléaire. Paris, Robert Laffont, 1990.
- Jacques Maurice et Carlos Serrano
L'Espagne au XX^e siècle, Hachette, Coll Carré Histoire.
- Divers
Transition politique au Maroc, L'Harmattan, Confluences Méditerranée, n°31 – Automne 99.
Revue de Défense Nationale, décembre 99.

AUTRES SOURCES

- Geoffrey B. Demarest
Spain's Military-Strategic Outlook, US Army War College, 1996-97.
- Divers
Manuel de l'OTAN, Bruxelles, juin 1996.